Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les explications de la police israélienne remises en cause par des vidéos

Par Jonathan Cook
Mondialisation.ca, 22 octobre 2015
jonathan-cook.net

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Désinformation médiatique, Droits humains et État policier
Analyses: LA PALESTINE

Israël est accusé de faire obstacle aux enquêtes alors que des films suggèrent que les forces de sécurité ont la gâchette facile avec les suspects palestiniens

On l'a appelée l'« intifada des smartphones ». Après une forte escalade des violences entre Palestiniens et Israéliens au cours des dernières semaines, des vidéos de scènes choquantes se sont répandues sur les réseaux sociaux.

Selon les organisations israéliennes des droits de l'homme, plusieurs de ces vidéos remettent en cause l'exactitude des récits officiels israéliens sur les circonstances dans lesquelles la police a tué ou blessé des Palestiniens.

Ces images, ont annoncé les neuf associations dans un communiqué la semaine dernière, prouvent concrètement que la police n'a « pas hésité à tirer dans l'intention de tuer » plutôt que d'arrêter les Palestiniens soupçonnés d'être impliqués dans des attaques contre des juifs israéliens à Jérusalem et en Israël.

Les fusillades, ont ajouté les associations, se sont produites alors que les Palestiniens ne représentaient aucune menace physique pour les forces de sécurité.

Des avocats ont également accusé le ministère de la Justice d'entraver les enquêtes, en particulier sur le meurtre par la police de Fadi Alloun, un Palestinien de Jérusalem. Les images de caméras de sécurité montrant le moment où il a été abattu n'ont pas été rendues publiques et sa famille s'est vu refuser l'accès à son corps pour une autopsie.

Israël et Jérusalem-Est occupé, qu'Israël a annexé illégalement, sont soumis au droit civil israélien – contrairement à la Cisjordanie, où les Palestiniens vivent sous le régime militaire israélien.

Les organisations des droits de l'homme se plaignent depuis longtemps que des soldats israéliens commettent des « exécutions extra-judiciaires » en Cisjordanie.

Des Palestiniens portent un manifestant blessé lors d'affrontements avec les soldats israéliens suite à une manifestation contre les violations israéliennes des droits de l'homme au point de passage d'Erez entre Israël et le nord de la bande de Gaza, le 13 octobre 2015 (AA)

Le gouvernement israélien a récemment annoncé qu'il autorisait pour la première fois le recours aux balles réelles contre les Palestiniens, y compris les enfants, qui jettent des pierres en Israël et à Jérusalem.

Israël comprend 1,6 million de Palestiniens qui ont la citoyenneté israélienne, alors que la plupart des 370 000 Palestiniens de Jérusalem-Est ont seulement des permis de résidence israéliens.

Adalah, un centre juridique pour les citoyens palestiniens d'Israël, a déclaré ne pas encore avoir été informé des détails de la nouvelle réglementation du gouvernement concernant l'utilisation de balles réelles.

Cependant, le centre a indiqué que des politiciens israéliens et des responsables de la police appelaient ouvertement à des exécutions extrajudiciaires depuis la reprise des tensions.

« Les terroristes ne survivront pas »

Le chef de la police de Jérusalem, Moshe Edri, aurait déclaré : « Toute personne qui poignarde des juifs ou blesse des gens innocents doit être tuée. » De même, le ministre de l'Intérieur Gilad Erdan aurait lui aussi déclaré : « Tout terroriste devrait savoir qu'il ne survivra pas à l'attaque qu'il va commettre. »

Adalah et Addameer, une organisation palestinienne de défense des droits des prisonniers, a envoyé une lettre au procureur général d'Israël cette semaine mettant en évidence trois cas où des vidéos prouvaient que le tir était injustifié ou que des suspects palestiniens étaient maltraités.

Suhad Bishara, une avocate d'Adalah, a fait savoir que le ministère israélien de la Justice n'avait donné aucune indication laissant entendre que Mahash, l'inspection générale de la police israélienne, allait enquêter sur ces incidents.

« Ils disent exactement le contraire : que ces officiers sont des héros, qu'ils se sont comportés conformément à la loi », rapporte-t-elle.

La minorité palestinienne d'Israël (un cinquième de la population) se méfie déjà de Mahash depuis que l'agence n'a pas réussi à identifier les officiers de police responsables du meurtre de treize manifestants non armés en Israël au début de la seconde Intifada en

octobre 2000.

Bishara a déclaré : « Il semble que la situation soit encore pire qu'après les événements d'octobre 2000. À l'époque, Mahash avait mené quelques enquêtes, même si elles étaient très imparfaites. Aujourd'hui, la nécessité d'enquêter est tout simplement ignorée. »

Une porte-parole de Mahash a confirmé qu'une plainte d'Adalah avait été reçue mais a refusé tout autre commentaire.

L'urgente nécessité de mener des enquêtes a été soulignée jeudi dernier lorsque le ministère de l'Intérieur, Silvan Shalom, a annoncé qu'il avait l'intention de priver les Palestiniens d'Israël « suspectés d'être des terroristes » de leur citoyenneté et ceux de Jérusalem de leur permis de résidence.

Selon le droit international, les pays ne doivent pas laisser leurs citoyens apatrides.

L'accès au corps refusé à la famille

Adalah et Addameer craignent que les responsables israéliens fassent barrage pour bloquer toute enquête en ce qui concerne le plus important des incidents filmés (la mort d'Alloun le 4 octobre).

Les vidéos sur les réseaux sociaux montrent un policier abattant le jeune Alloun (19 ans) alors que ce dernier cherche à se protéger d'une foule de juifs israéliens courant après lui et exigeant qu'il soit exécuté.

La foule l'accuse d'une attaque au couteau ayant eu lieu quelques instants plus tôt à proximité de la vieille ville. Même si le film suggère qu'il ne constituait aucune menace physique à ce moment-là, un policier lui a tiré dessus à sept reprises. Alloun est tombé au sol après le premier tir.

Morad Jadalah, un avocat d'Addameer, a déclaré que les autorités avaient refusé de rendre publiques des images de caméras de sécurité qui pourraient donner un aperçu plus clair des événements.

Elles ont également refusé que la famille d'Alloun ait accès à son corps et la police l'a enterré sans conduire d'autopsie.

Adalah et Addameer ont accusé la police de chercher à « perturber l'enquête à l'avance » et à « endommager des preuves factuelles essentielles ».

Jadalah a expliqué : « Si nous ne pouvons pas examiner le corps d'Alloun afin de déterminer comment il a été tué, nous n'avons rien à présenter contre la police au tribunal, quoi que révèlent les vidéos. Les autorités cherchent à empêcher que justice soit faite. »

Dans un autre cas défendu par Adalah, remontant au 9 octobre, Israa Abed, une Nazaréenne de 30 ans et mère de trois enfants, est filmée entourée de soldats et de policiers dans une station de bus dans le nord d'Israël. Alors qu'elle se tient presque immobile devant eux, plusieurs coups de feu sont tirés et la blessent.

Bien que les services de sécurité aient affirmé qu'elle avait un couteau à la main, on ne la voit faire aucun geste pour les attaquer. Une autre vidéo, prise peu de temps après qu'elle a été abattue, semble montrer une paire de lunettes de soleil, et non un couteau, à côté d'elle.

Les médecins ont indiqué qu'elle avait été touchée six fois avec la même arme.

Le ministère de l'Intérieur Silvan Shalom a cité Israa Abed, qui a survécu à la fusillade, comme l'une des deux citoyens palestiniens qu'il voulait priver de citoyenneté.

Un adolescent privé de soins

Dans le troisième cas, la vidéo montre Ahmed Manasra (13 ans) recevant des coups de pied de la police et privé de soins médicaux alors qu'il est en train de se vider de son sang, gravement blessé, sur une route d'une colonie de Jérusalem-Est le 12 octobre. Des foules de colons l'insultent et lui crient « Meurs ! Fils de pute ».

Il a été percuté par un véhicule alors qu'il était soupçonné d'avoir poignardé deux juifs israéliens, dont un enfant de son âge, avec un cousin plus âgé.

L'association Médecins pour les droits de l'homme en Israël a dénoncé une vidéo et des photos montrant Manasra récupérer dans un hôpital israélien et publiées jeudi par le gouvernement. Selon eux, ces images violent la législation israélienne sur les mineurs et la vie privée, et l'implication de l'hôpital constitue une grave violation de l'éthique médicale.

Des soupçons planent également à propos de la fusillade qui a coûté la vie à Basel Sidr le 14 octobre. Les images montrent la police abattant le jeune homme (20 ans) alors qu'il tentait de les attaquer avec un couteau à l'entrée de la vieille ville de Jérusalem.

B'Tselem, une organisation israélienne qui surveille les violations israéliennes dans les territoires occupés, a exprimé sa « vive inquiétude »devant le fait que les policiers ont continué à tirer sur Sidr alors qu'il était blessé, au sol, sans personne près de lui.

Morad Jadalah de l'association Addameer a affirmé : « Ces vidéos contribuent à alimenter la colère palestinienne. Elles renforcent le sentiment que, à Jérusalem, nous nous battons pour nos vies et pour la ville. »

Depuis le début du mois, 50 Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés. Les attaques ont coûté la vie à huit juifs israéliens.

Mercredi dernier, des milliers de soldats et de membres paramilitaires de la police des frontières ont été déployés à Jérusalem et les grandes villes d'Israël où vivent les Palestiniens. C'est la première fois en plus de dix ans que des soldats interviennent au sein d'Israël.

8 000 demandes de permis d'armes à feu

Pendant ce temps, les rapports des médias israéliens indiquent que, depuis le début des troubles, des soldats et des policiers israéliens ont eu le doigt léger sur la gâchette et se sont empressés de tirer des conclusions sans preuve concernant la menace posée par les Palestiniens.

Jeudi dernier, un soldat a ouvert le feu dans un train près d'Haïfa, causant des blessures légères, après que d'autres soldats ont averti, à tort, que quelqu'un tenait un couteau.

Plus tard le même jour, la police a admis que deux Palestiniens de Jérusalem-Est arrêtés car ils étaient soupçonnés de planifier une attaque après une importante chasse à l'homme à Tel Aviv visitaient tout simplement la ville.

Les politiques israéliens comme le maire de Jérusalem, Nir Barkat, ont appelé les civils israéliens qui possèdent une arme à feu à la porter constamment. Vendredi, il a été rapporté que quelque 8 000 juifs ont demandé un permis d'armes à feu dans les premières 24 heures suivant l'assouplissement des règles d'octroi de permis de port d'armes par le gouvernement.

« Dans le climat actuel, l'appel lancé par les politiques aux civils israéliens constitue une incitation à tuer des Palestiniens sans raison », a dit Bishara d'Adalah. « Cela envoie un message aux forces de sécurité et aux civils israéliens indiquant que la vie arabe n'a aucune valeur. »

Une série de rapports indique que, dans la semaine écoulée, des citoyens palestiniens ont été battus ou poignardés par des juifs israéliens après avoir été identifiés comme Arabes. Des foules de juifs scandant « Mort aux Arabes » sont désormais spectacle courant à Jérusalem.

La semaine précédente, dans la ville méridionale de Dimona, un juif israélien a poignardé quatre Palestiniens en une heure.

« Quand les juifs israéliens commettent des attaques au couteau, ils sont arrêtés, pas tués. Il semblerait que la police suive les procédures appropriées lorsque des juifs sont impliqués », a déclaré Morad Jadalah.

Ahmed Tibi, un membre palestinien du parlement israélien, a fait écho à Jadalah sur Twitter : « Bien entendu, la frénésie de l'agresseur juif s'est terminée sans la moindre balle ou égratignure. »

Rami Hodja, le directeur de Palvision, un programme d'autonomisation des jeunes à Jérusalem, a déclaré que les vidéos des violences des forces de sécurité et des foules juives avaient semé la peur chez beaucoup de Palestiniens à Jérusalem.

« La plupart des écoles sont fermées parce que les parents ont peur de laisser leurs enfants dans la rue », a-t-il dit.

« Je dois admettre que je suis moi-même effrayé. Je sais que si un colon crie que je tiens un couteau ou que je suis un terroriste, les policiers sont susceptibles de me tirer dessus sans hésiter. »

Jonathan Cook

Article original en anglais :

Videos Challenge Israeli Police Account of Shootings Directed against Palestinians

Source: Jonathan Cook: View from Nazareth, 16 octobre 2015

Traduction de l'anglais (original) par VECTranslation.

middleeasteye.net

La source originale de cet article est jonathan-cook.net
Copyright © Jonathan Cook, jonathan-cook.net, 2015

Articles Par : Jonathan Cook

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca